



Mise à jour Juillet 2017

Les océans sous le feu des projecteurs à l'ONU



Le mois de juin a commencé de manière dynamique avec la première Conférence de l'ONU sur les océans. La présence d'un nombre inhabituellement élevé de scientifiques, de professeurs de sciences et de personnes insulaires arborant des fleurs tropicales aux couleurs vives a marqué un changement par rapport à la rhétorique et à l'esthétique auxquelles on est généralement habitué dans les salles de conférence du siège de l'ONU. Chaque couloir était adorné avec des expositions de paysages magnifiques et de vie marine époustouflante, de même qu'avec des affiches colorées expliquant les

découvertes scientifiques et les innovations environnementales de divers océans de la planète. Même si de nombreuses réunions sur la durabilité environnementale ont été organisées à l'ONU au cours des deux dernières années et au-delà, cette conférence était la première à se concentrer exclusivement sur les environnements marins : les défis auxquels ils sont confrontés et les solutions qu'ils offrent en cette ère de réchauffement de la planète, de consumérisme insatiable et d'inégalités sociales grandissantes.

Cette conférence a offert une excellente opportunité, même pour celles d'entre nous qui se dédient déjà à la justice sur la Terre, de comprendre de manière plus approfondie le statut de la santé de nos océans et ses implications sur la santé et la survie humaines. Voici quelques informations clés que nous avons tirées de cette conférence :

L'eutrophication est le processus par lequel l'écoulement d'engrais d'opérations agro-industrielles empoisonne les écosystèmes marins. Cela se produit en alimentant la croissance rapide et anormale de plantes marines qui se trouvent à la surface des océans. Cette croissance végétale à la surface empêche la lumière du soleil d'alimenter les plantes qui se trouvent sur le plancher océanique, ce qui a pour conséquence de multiplier la population d'organismes « décomposeurs » qui se nourrissent avec les plantes mortes. Ces



organismes consomment l'oxygène dans l'eau, entraînant l'asphyxie ou la mort d'autres espèces marines. Ainsi, des « zones mortes » où aucune vie marine ne peut survivre se sont formées dans l'océan. Ce phénomène met également en danger la vie humaine, car la moitié de l'oxygène dans notre atmosphère provient des océans.



À la vitesse à laquelle les êtres humains produisent et jettent actuellement de la matière plastique dans l'océan, le poids total de celle-ci va dépasser la population de poissons dans l'océan !!! De nombreux événements se sont concentrés sur l'économie plastique/jetable en tant que menace majeure pour l'avenir des océans et des êtres humains (voir le point #1 ci-dessus)

Les océans ont fait les frais des changements climatiques. Ils ont absorbé 90 % de la chaleur que nous ajoutons dans l'atmosphère avec la pollution de nos transports et de nos activités agricoles et industrielles. Ils nous ont également protégés contre des températures encore plus extrêmes que celles que nous vivons déjà, car leurs courants redistribuent la chaleur des régions les plus chaudes vers les plus froides.

Malgré la diffusion de toutes ces informations qui démontrent l'importance cruciale de la protection des océans, de petites nations insulaires font l'objet du phénomène relativement nouveau de l'exploitation minière des fonds marins. Issus du secteur privé, les partisans de cette industrie affirment, comme de nombreuses industries extractives l'ont fait auparavant, qu'elle apportera d'importants bénéfices aux pays à faibles revenus, quasiment sans perturbation pour leurs écosystèmes. Cependant, comme dans ces cas antérieurs, les leaders de ce secteur ne connaissent pas l'impact à long terme qu'aura l'exploitation minière des fonds marins sur l'environnement océanique dont dépendent actuellement leurs économies. Nous avons été extrêmement déçues par la présentation de ce sujet, car il ressemble fortement à l'histoire que nous avons déjà entendue trop de fois : une industrie puissante basée dans un pays monétairement riche souhaitant exploiter les richesses naturelles d'une nation économiquement pauvre désirent créer des emplois. UNANIMA a soulevé ce problème, et continuera de le faire, auprès de ses partenaires et du Groupe de travail des ONG sur l'exploitation minière.



Globalement, la Conférence sur les océans nous a imprégnés d'un sentiment d'urgence et de passion que la Dr Sylvia Earle, célèbre océanographe, plongeuse et conservatrice américaine, qui s'est exprimée lors de l'événement de célébration de la Journée mondiale des océans à l'Assemblée générale, résume à merveille : « Rien de tout cela n'aura d'importance si nous échouons à protéger les océans. » (Pour davantage d'inspiration sur le sujet de la conservation des océans, nous recommandons fortement la session [TED Talk du Dr. Earle](http://bit.ly/VYN1AZ) : <http://bit.ly/VYN1AZ>.)

Appel d'œuvres d'art d'étudiants pour une exposition à l'ONU



Dans le cadre de la préparation des célébrations annuelles de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (JIEP) à l'ONU, UNANIMA a entrepris de rechercher des œuvres d'art d'étudiants dépeignant les visions des jeunes d'« un monde sans pauvreté ». L'équipe est donc à la recherche d'œuvres d'art pour une exposition dans les couloirs du siège de l'ONU le jour de la JIEP, qui sera célébrée le 17 octobre. Si vous êtes éducatrice ou en contact avec des étudiants de moins de 20 ans, nous avons besoin de votre aide ! Veuillez faire participer votre groupe d'étudiants à notre recherche de représentations artistiques d'un monde sans pauvreté. Les projets peuvent se présenter sous n'importe quelle forme, y compris les arts visuels, de la musique, des vidéos ou des poèmes, et doivent inclure le nom et l'âge de l'artiste. Tout projet écrit doit être rédigé ou traduit dans l'une des six langues officielles de l'ONU (anglais, français, espagnol, chinois, arabe ou russe). Les projets doivent être reçus avant le 10 septembre 2017 et peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse info@unanima-international.org ou par voie postale à l'adresse suivante : UNANIMA International, 845 Third Avenue, Sixth Floor, New York, NY 10022, USA. Si vous prévoyez de nous envoyer un projet d'étudiant, veuillez nous le faire savoir le plus vite possible par écrit à l'adresse e-mail ci-dessus. Cette invitation est ouverte à tous les jeunes, alors n'hésitez pas à la partager avec tous les jeunes se trouvant dans votre réseau ! (Photo : Beaconhouse Schools)

Les discussions se poursuivent en préparation d'un Accord international sur les migrations



Un troisième dialogue sur les six organisés en préparation des négociations d'un Pacte mondial sur les migrations s'est tenu le mois dernier sur le thème de la coopération entre les nations en matière de gestion sûre des migrations. Compte tenu de la nature intrinsèquement internationale des migrations transfrontalières, les États ont convenu sans surprise de la nécessité d'une coopération et d'une collaboration entre les gouvernements en matière de gouvernance de

leurs frontières. Nombre d'entre eux ont mis en relief la manière dont des accords existants entre deux pays voisins ou plus ont aidé à améliorer la sécurité et l'ordre des migrations à travers leurs frontières. Ils ont également convenu que les politiques de gouvernance frontalière doivent respecter les droits humains et le droit international.

Malheureusement, il y a également eu un manque considérable d'idées et de stratégies proposées sur la manière d'incorporer ces principes dans le droit des États universellement convenu à protéger leurs frontières comme bon leur semble. Cependant, un groupe d'États a proposé une liste de vérification pour une bonne coopération entre les pays concernant les migrations. S'après ce groupe, tous les accords internationaux sur les migrations doivent (a) garantir la protection des migrants, (b) donner aux migrants les moyens d'atteindre leurs objectifs et aspirations, et (c) donner aux migrants l'opportunité de bénéficier de façon équitable des résultats des migrations.



Une notion particulièrement positive qui a émergé de ce dialogue a été un large consensus sur le fait que la conception de politiques migratoires doit impliquer une consultation avec des personnes en dehors du gouvernement national. Les États ont ainsi affirmé que les représentants gouvernementaux aux niveaux local et provincial devaient être consultés afin de s'assurer que les politiques nationales prennent en considération la totalité de leurs préoccupations et perspectives. Certains États ont également proposé que des rôles non-gouvernementaux au sein de la société soient inclus dans la conception des politiques nationales.

Une vidéo des trois parties principales de ce dialogue est disponible en anglais sur UN Web TV :



Panel 1 : Coopération internationale et gouvernance des migrations dans toutes leurs dimensions

<http://bit.ly/2vxhuJd>

Panel 2 : Coopération internationale et gouvernance des migrations en matière de transits, aux entrées et aux frontières

<http://bit.ly/2uoPtTG>

Panel 3 : Coopération internationale et gouvernance des migrations en matière de retours, de réadmissions, d'intégration et de réintégration <http://bit.ly/2vxJr3i>

Le quatrième dialogue en préparation du Pacte mondial aura lieu à la fin du mois de juillet à New York.

Le Comité des ONG sur les migrations recherche des pratiques exemplaires en matière de lutte contre la xénophobie

Le Comité des ONG sur les migrations a formé un sous-comité visant à se concentrer sur les problèmes de la xénophobie et de l'inclusion sociale des migrants et des réfugiés. Il cherche à coopérer avec la campagne ENSEMBLE de l'ONU, dont nous avons parlé dans le numéro de mai de la Mise à jour d'UNANIMA, dans le but d'établir une base de données de projets qui sont utilisés au niveau local pour éliminer la xénophobie. À cette fin, le groupe appelle les organisations membres du Comité des ONG sur les migrations qui travaillent directement avec les migrants à partager leurs histoires de succès et leurs connaissances. Si votre travail a trait à lutte contre la discrimination des migrants ou à la promotion de leur inclusion sociale, veuillez prendre 20 minutes pour répondre à notre enquête avant la fin du mois d'août : <http://bit.ly/2vN6FBM>. (Image : UN NGLS)



Le Comité des ONG pour mettre fin à la traite des personnes écrit au Secrétaire général de l'ONU



Entre 2004 et 2016, un total de presque 2 000 allégations de maltraitance et d'exploitation par des gardiens de la paix et d'autres membres du personnel de l'ONU ont été enregistrés à l'échelle mondiale, dont 150 cas rien qu'à Haïti. L'ONU a récemment entrepris deux nouvelles mesures visant à accroître ses efforts dans le but de mettre un terme à l'exploitation sexuelle et aux violences commises par des Casques bleus. À travers une nouvelle résolution de son Conseil de sécurité ([https://undocs.org/S/RES/2272\(2016\)](https://undocs.org/S/RES/2272(2016))) et

un rapport de son Secrétaire général (<https://undocs.org/A/71/818>), l'ONU vise à améliorer son processus afin de tenir pour responsables tous ses employés et associés en cas de comportements sexuels répréhensibles. À cette fin, sa nouvelle stratégie inclut quatre actions prioritaires : donner la priorité aux victimes, mettre fin à l'impunité, engager la société civile et les autres partenaires en dehors de l'ONU, et améliorer ses communications dans le but d'informer et d'accroître la transparence concernant les efforts de l'ONU visant à empêcher l'exploitation sexuelle au sein de son système. Le Comité des ONG pour mettre fin à la traite des personnes a écrit au Secrétaire général Antonio Guterres le mois dernier pour saluer son rôle de leader sur cette question. La lettre contenait également une liste de préoccupations et de recommandations du Comité en vue d'améliorer les pratiques existantes. UNANIMA a soutenu cette lettre et continuera à collaborer avec les partenaires du Comité dans le but de surveiller les progrès de l'ONU sur ce problème. La lettre du Comité des ONG pour mettre fin à la traite des personnes est disponible ici : <http://bit.ly/2uV38oQ>.

Flash d'information :

- La mission de la **Congrégation des sœurs du Saint Enfant Jésus** est d'aider les autres à croire que Dieu vit et agit en eux et à se réjouir de la présence de Dieu. Dans l'esprit de son assemblée capitulaire générale la plus récente, elle nous rappelle à toutes d'« être ouvertes aux nouvelles possibilités » dans la vie, la prière et le ministère. À la lumière des événements actuels, ce sentiment a encouragé les sœurs de la congrégation à exprimer une préoccupation particulière à l'égard des réfugiés, des migrants et des femmes et enfants qui vivent dans la pauvreté. Elles continuent à sauvegarder leur dignité en réunissant des enfants migrants avec leur famille et en leur fournissant un abri.

- Colleen Jackson (**RSC**) a récemment été interviewée par Global Sisters Report concernant son travail avec les demandeurs d'asile en détention en Australie et son expérience en tant que stagiaire (Catherine Ferguson Scholar) chez UNANIMA plus tôt cette année. Vous pouvez lire l'intégralité de son interview ici : <http://bit.ly/2uMbHle>. (Photo : Global Sisters Report)



- En France, les **Filles de la Sagesse** comptent plusieurs établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes (EHPAD). À proximité de l'un de ces EHPAD à Auray, en Bretagne, elles ont créé un jardin botanique et une mini-ferme pour les résidents de l'établissement, les visiteurs et aussi les autres habitants de la communauté locale. Ces jardins ouverts comptent une grande variété de fleurs, de légumes et d'animaux, notamment une dizaine de poneys, quelques ânes, des paons, des tourterelles, des cochons, des lapins, des volailles, des chèvres et même un chat. Il est devenu une attraction locale qui rassemble les sœurs, des bénévoles laïcs, les jeunes et les moins jeunes de la communauté.

- Des organisations non-gouvernementales partenaires d'UNANIMA ont commencé une pétition visant à exprimer leur opposition au soutien par l'ONU de l'énergie nucléaire en tant que forme d'énergie renouvelable. Cette forme d'énergie représente une forte menace contre l'environnement et la vie humaine, en particulier dans les régions où ses matières premières sont extraites et où l'énergie elle-même est générée et testée. Pour en savoir plus et pour signer cette pétition visant à



mettre fin au lobbying concernant l'énergie nucléaire au sein de l'ONU, rendez-vous sur cette page : <http://bit.ly/2uMxrh8>. (Photo : Green and Growing)